



Figures marquantes de notre histoire – Le siècle de la Révolution tranquille 3^e rencontre : Lionel Groulx (1878-1967)

Conférence présentée en webdiffusion le 17 novembre 2020

Invité : Charles-Philippe Courtois, historien

Animateur : Éric Bédard, historien

Texte publié le 05 avril 2023



Je suis de ceux qui espèrent. [...]

*J'espère avec tous les ancêtres qui ont espéré;
j'espère avec tous les espérants d'aujourd'hui;
j'espère par-dessus mon temps,
par-dessus tous les découragés.*

*Qu'on le veuille ou qu'on ne le veuille pas,
notre État français, nous l'aurons.*

Lionel Groulx (1878-1967) est aujourd'hui un personnage mal connu, dont certains feraient même un repoussoir. En quoi a-t-il été une figure marquante du XX^e siècle au Québec ? Fait surprenant, il est le seul historien et même le seul auteur québécois à s'être vu décerner l'honneur de funérailles nationales. Était-il rétrograde ou progressiste ? Indépendantiste ou fédéraliste ? Historien amateur ou professionnel ? Penseur cohérent ou non ? Toutes ces questions ont fait débat quant à Lionel Groulx et son œuvre.

Prêtre, professeur, organisateur de mouvements de jeunesse, historien, écrivain, essayiste, conférencier, intellectuel engagé, Lionel Groulx fut aussi un penseur nationaliste parmi les plus influents du XX^e siècle. Notons d'ailleurs qu'il a écrit pendant plus de sept décennies et été un membre et bien souvent au centre d'un nombre impressionnant d'associations intellectuelles canadiennes-françaises.



Lionel Groulx a joué un rôle déterminant dans la professionnalisation de l'histoire au Québec : détenteur de la première chaire d'histoire du Canada à l'université, il a contribué à la fondation du Il a été le premier historien canadien-français détenteur d'un doctorat en histoire.

Son travail colossal a eu des répercussions profondes sur notre culture et notre évolution collective, lui valant d'être qualifié de « père spirituel du Québec moderne » au moment de son décès. Reconnu comme l'un des maîtres à penser du nationalisme québécois, plusieurs de ses idées de réformes. Visionnaire, il affirmait dans les années 1920 que les Québécois seraient mûrs pour l'indépendance dans 50 ans, s'ils prenaient contrôle de leur économie.

Le futur chanoine Groulx a été impliqué dans les mouvements nationalistes les plus marquants de la première moitié du XX^e siècle : Action catholique de la jeunesse canadienne-française (ACJC), Action française, Action nationale, Société Saint-Jean-Baptiste, la « Patente », ainsi que la Ligue pour la Défense du Canada lors du plébiscite de 1942 sur la conscription. Il a aussi été lié à et consulté par les fondateurs des premiers partis nationalistes et progressistes modernes : Action libérale nationale et Bloc populaire canadien. Des regroupements de jeunes intellectuels comme *La Relève*, les Jeunesses patriotes ou les Jeunesses laurentiennes dans les années 1930 et 1940.

Historien, professeur, intellectuel nationaliste influent, Groulx a été tout cela et plus encore. Celui qui allait devenir un des intellectuels québécois les plus connus de son temps a pourtant eu des origines très modestes.

Des origines rurales modestes

Groulx naquit en 1878 à Vaudreuil, alors un petit village, sur le rang des Chenaux, juste à l'ouest de Montréal. Groulx était membre d'une famille nombreuse et modeste dont les épreuves communes vont le marquer profondément. Son père Léon était un « orphelin donné ». Le grand-père de Groulx avait été chassé de la terre familiale parce que, en veuf inconsolé, il se montrait incapable de s'occuper de sa progéniture. Il donna donc, par acte notarié, ses enfants à charge de cultivateurs de la région.



À l'âge de 18 ans, ce contrat prenait fin et Léon Groulx devait faire sa place au soleil : il choisit des emplois salariés dans le but d'accumuler de quoi acheter une terre lui-même et y fonder une famille. Il travailla dans les chantiers de bûcherons du nord de l'Ontario, y compris comme draveur, puis dans les usines de peinture du New Jersey. À 31 ans, au moyen d'un emprunt, il put enfin s'acheter une terre à Vaudreuil.

Léon épousa quatre ans plus tard, en 1872, la mère de Groulx, Philomène Portelance. Philomène était elle aussi issue d'une famille très modeste de la même paroisse. Elle était alphabétisée néanmoins, ayant su convaincre ses parents, pauvres et analphabètes, de la laisser aller à l'école des sœurs de Sainte-Anne. Son intérêt pour la littérature, ainsi que sa foi sincère, exerceront une influence profonde sur le petit Lionel.

Groulx grandit dans une paroisse, Saint-Michel de Vaudreuil, où deux ordres se dévouaient à l'instruction gratuite. Il sera profondément marqué par la volonté de résister à l'assimilation qui animait ces ordres depuis leurs fondations. Ce milieu lui transmettra non seulement la foi mais une passion des lettres et de la culture, canadienne-française et française en particulier.

Le 13 janvier 1878, un petit nouveau naît : Lionel. Malheureusement Léon et Philomène n'eurent pas beaucoup de temps pour jouir de la vie ensemble à l'année, car le mois suivant, la terrible variole s'abat sur la petite famille. Portelance et les enfants survivront, mais le grand gaillard de Léon, ce robuste draveur, y succombe. Lionel Groulx avait à peine six semaines.

Heureusement pour la petite famille, après un an de veuvage, Portelance se remaria, avec Guillaume Émond, et l'unité se fit immédiatement entre les enfants du premier et du « second lit », comme on disait à l'époque. Or, une seconde épidémie frappera la famille qui grandissait, emportant trois frères et sœurs de Groulx, qui, le plus « grêle » de tous selon le mot de sa mère, survécut pourtant encore. De quatre, ils n'étaient plus que deux du « premier lit ».

Chaque membre de la famille nombreuse – jusqu'à 11 enfants vivants et habitant encore sur la ferme – travaillait d'arrache-pied non seulement à assurer la subsistance du clan mais



aussi à accumuler de petits suppléments destinés à rembourser la dette familiale, contractée pour acheter la terre.

Ainsi, les tout-petits, dont Groulx fut bientôt un chef d'expédition, cueillaient des baies ou des fleurs pour les revendre, tandis que les plus vieux recueillaient le bois de grève, en l'occurrence les grands billots de bois échoués avec le passage des cages de « *pîtounes* » sur l'Outaouais.

Le petit Groulx est très attaché à la fois à cette solidarité familiale et au cycle des travaux de la campagne. Et pourtant, un désir le tenaille, qui va fatalement l'entraîner loin de la vie rustique : la piqure des lettres et du savoir. À l'école primaire des garçons de Vaudreuil, tenue par les Clercs de Saint-Viateur, Lionel dévore tous les livres sur lesquels il peut mettre la main, tout comme les journaux auquel son beau-père est abonné, soit *La Minerve*, alors un quotidien conservateur, et *L'Étendard*, quotidien ultramontain, critique du parti conservateur, et bientôt soutien d'Honoré Mercier et son Parti national autonomiste. Ayant vite fait le tour de la maigre bibliothèque scolaire, Lionel dépend ensuite surtout des prêts de ses camarades de classe issus de familles plus aisées du comté.

Au petit séminaire de Sainte-Thérèse

Lionel Groulx envie les paroissiens qui ont la chance de poursuivre des études après le primaire. Mais cette éducation collégiale (secondaire et tertiaire) n'est pas gratuite. Comment imaginer que sa famille soit en mesure de financer de telles études? Dans un élan mystique, Groulx se rend à l'église Saint-Michel de son village et prie pour qu'on lui permette d'effectuer ces études, en échange de quoi il se vouerait à la prêtrise. Il ne cache pas ses aspirations à ses parents et ceux-ci accepteront de lui financer les études collégiales. Le choix est fait d'inscrire Lionel à Sainte-Thérèse dans les basses Laurentides (établissement devenu le collège Lionel-Groulx avec la création des Cégeps).

Lionel Groulx est ravi : son rêve se réalise. Et pourtant, sa première année sera très dure : il a le plus grand mal à s'adapter à la vie recluse alors imposée aux plus jeunes classes dans les collèges classiques et à la séparation brusque d'avec sa famille et la vie sur la ferme. Sa santé s'en ressent aussi, il est fréquemment malade.



Ce n'est qu'après quelques années, grâce à des amitiés solides et un mentor, l'enseignant Sylvio Corbeil, que Groulx commence à véritablement s'épanouir. Il peut donner libre cours à sa boulimie de lecture, d'abord pour des classiques littéraires et des romans historiques, ensuite pour des ouvrages plus « sérieux », comme des biographies de catholiques illustres. Groulx finira premier de classe avec des privilèges qui viennent avec, lui permettant de sortir aisément de l'enceinte du collège, en particulier lors de sa dernière année.

Le choix de la prêtrise

Initialement attiré par la prêtrise, Groulx ne se sent toutefois pas une vocation de curé de paroisse. Ce qui l'attire, c'est une vie plus engagée sur le plan intellectuel, lui permettant de défendre les deux idéaux qui l'animent : la foi catholique et la nationalité canadienne-française. Devrait-il chercher à se faire journaliste catholique, ou encore faire des études de droit pour pouvoir se lancer en politique et se faire le champion de ces deux causes ? C'est son mentor Sylvio Corbeil qui lui fait envisager une autre option : il lui fait remarquer combien, étant donné sa situation familiale et les finances incertaines des journaux, Groulx risque fort de tirer le diable par la queue s'il se lance dans le journalisme. Or, il existe un métier auquel, bien qu'entouré de prêtres, Groulx n'a pas du tout songé : le métier de prêtre-enseignant.

Sylvio Corbeil attire son attention sur la fondation toute récente d'un nouveau collège classique dans la région natale de Groulx, le petit séminaire de Salaberry-de-Valleyfield. Groulx est convaincu, ses doutes se dissipent. C'est ainsi qu'au printemps de 1899 il opte pour le sacerdoce, mais en vue d'enseigner au collège classique.

Au collège de Valleyfield

Les études au Grand Séminaire, à Montréal, s'avèrent très difficiles, et il dépérit. Déjà informé par le collège de Sainte-Thérèse des aspirations de Groulx, Mgr Émard décide d'amener Groulx à Valleyfield. Sa santé se rétablit peu à peu.



Mgr Émard, érudit qui a complété des études doctorales en Europe, lui fait lire l'œuvre de Saint-Thomas d'Aquin, centrale pour la théologie catholique de l'époque [1], et suivre quelques cours de philosophie où le professeur pourra enrichir sa maîtrise du thomisme.

À force de côtoyer son évêque cependant, il constate que les deux n'ont pas des sympathies communes en manière de courants de pensée catholique – et de politique canadienne. Groulx est alors impressionné par les défenseurs ultramontains de la foi catholique, alors que Mgr Émard est plus libéral. Ces affinités se reflètent dans des sympathies politiques divergentes : au séminaire de Sainte-Thérèse, Groulx baigne dans un milieu qui a de nombreux liens et affinités avec le parti conservateur à Québec et à Ottawa.

À la fin du semestre d'hiver 1900, Mgr Émard envoie Groulx au séminaire de Valleyfield. Groulx reprend une partie de la classe de Méthode (la troisième année du collège classique) où il doit donner des leçons de grec et de latin, fait des surveillances, et s'efforce aussi d'étudier par lui-même. L'année suivante, il est titulaire de la classe de Syntaxe (deuxième année). Il tisse des liens forts avec plusieurs de ses élèves et tente d'innover dans l'enseignement et la direction des jeunes.

Lionel Groulx, l'insubordonné

Groulx est animé d'un certain dynamisme et d'une volonté de réforme : il veut s'éloigner du par cœur et stimuler davantage les élèves par des discussions. Il veut aussi stimuler leur valorisation de certains idéaux, comme la défense de la nationalité et de la foi.

Groulx s'inspire de son propre mentor, qui l'avait incité à tenir un journal personnel : il fait de même avec les élèves intéressés. Avec quelques collègues enseignants, il crée même une « action catholique ». Ce nouveau concept vient d'initiatives prises en France et en Belgique, où des laïcs s'associent pour exercer un certain leadership aux côtés du clergé.

Cette innovation n'est pas, pour le moment, bien vue de la hiérarchie catholique du Québec, qui y voit une certaine usurpation des responsabilités du clergé, voire une concurrence potentiellement néfaste pour les vocations religieuses. Ce qui est plus fâcheux pour Groulx, c'est que plusieurs, au collège et à l'évêché, considèrent que le jeune enseignant se permet des initiatives qui appartiennent à la direction du collège. Son



approche du mentorat des élèves en particulier ne trouve pas grâce aux yeux de Mgr Émard : il y voit un excès de zèle.

C'est ainsi que Groulx va rapidement se précipiter dans un conflit prolongé avec la direction du collège et son évêque. Persuadé qu'il agit pour la bonne cause en encourageant le développement spirituel de plusieurs de ses élèves, incapable en outre de décevoir les attentes de direction qu'il a nourries chez ses pupilles les plus dévoués, il refuse de cesser ces activités. Il sera par conséquent sanctionné à la fin de l'année 1901-1902.

Groulx vit une première crise de carrière. Doit-il demander à être muté dans un autre évêché, pour enseigner ailleurs? C'est encore une fois son ancien mentor Sylvio Corbeil qui lui servira de guide. Il lui fait d'abord comprendre combien il est nécessaire qu'il respecte les directives de son évêque et de sa direction. Ensuite, il l'encourage vivement à compléter sa dernière année d'étude pour la prêtrise au Grand Séminaire à Montréal.

Cette fois, le séjour à Montréal se passe très bien, sa santé tient le coup, et il profite avec plaisir de l'érudition des maîtres présents en matière de thomisme et de dogme catholique. Pourtant, son séjour au Grand Séminaire sera à nouveau brusquement interrompu aux Fêtes : Groulx est rappelé à Valleyfield pour remplacer un professeur qui quitte l'établissement. Il est heureux de retrouver ses élèves, en particulier ses protégés, mais il choisit de respecter les directives qui lui ont été données.

Groulx peut donc accéder enfin à la prêtrise, ordonné par Mgr Émard à la cathédrale de Valleyfield, en juin 1903. L'accalmie n'est toutefois que temporaire.

La fondation de l'ACJC

Groulx va poursuivre l'enseignement à Valleyfield encore pendant une douzaine d'années, sans jamais parvenir à rétablir une bonne entente avec Mgr Émard. Dès 1903, enhardi par son nouveau titre, il relance ses innovations en enseignement et dans l'encadrement et les activités extra-curriculaires des élèves. Il relance une « action catholique » dont la devise est « Pour la patrie et pour la religion, pour la jeunesse et par les jeunes ». Ce cercle se fait un avide lecteur des écrits de Jules-Paul Tardivel, intellectuel ultramontain et auteur du roman d'anticipation *Pour la patrie* (1895) qui imagine un Québec indépendant en 1945. Le



cercle s'anime de discussions animées sur plusieurs sujets patriotiques, notamment sur l'indépendance du Québec. Le groupe fait la promotion du drapeau fleurdelysé comme drapeau national (ce dernier ne deviendra le drapeau officiel du Québec qu'en 1948).

Une initiative prise par des enseignants et étudiants impliqués dans les actions catholiques de divers collèges forme une « Ligue intercollégiale du drapeau » qui fait la promotion du fleurdelysé. Ce regroupement entraînera bientôt la fondation de l'ACJC (Action catholique de la jeunesse catholique canadienne-française), lancée en 1904.

L'ACJC va rapidement devenir un des plus grands regroupements de la jeunesse canadienne-française et ce, au moins jusque dans les années 1930, où une nouvelle forme d'action catholique la remplacera graduellement, celle des regroupements de jeunesse catholique par secteur d'activités : JEC, JOC, JIC, JAC (jeunesses étudiantes, ouvrières, indépendantes, agricoles, catholiques). Cette nouvelle forme d'action catholique sera plus strictement catholique : il faut entendre par là qu'elle abandonnera ce qui faisait le propre de l'ACJC, la combinaison du catholique et du patriotique.

Son importance est telle qu'elle a pu contribuer à faire adopter la loi sur le bilinguisme dans les services d'utilité publique au Québec proposée au Parlement de Québec en 1910 : la députation libérale majoritaire, initialement réfractaire, n'a pu qu'être frappée par la pétition de plus d'un million de signatures déposée en faveur du projet de loi, pétition dont l'ACJC a été le coordonnateur principal.

En dépit de ces développements qui comblent une partie des aspirations initiales de Groulx, il se sent limité à cause de sa situation à Valleyfield. Groulx estime en premier lieu qu'il lui manque des études doctorales pour bien défendre ses propres idées. À l'époque, c'est l'évêque qui sélectionne, en raison de leur potentiel, les prêtres canadiens-français qui complèteront, aux frais de l'évêché, leurs études doctorales en philosophie et théologie à Rome, ce qui les qualifiait ensuite pour des responsabilités plus élevées

Études doctorales en Europe

Groulx savait bien qu'il ne pouvait espérer ce soutien de la part de Mgr Émard. Son salaire d'une quarantaine de dollars par an ne lui permettrait jamais d'épargner suffisamment non



plus. Heureusement pour lui, Sylvio Corbeil, maintenant à Ottawa, va coordonner une cotisation de fonds de la part d'anciens amis de Groulx du collège de Sainte-Thérèse, maintenant curés ou vicaires dans des paroisses ontariennes ou américaines; ils vont mettre de côté une petite partie de leur salaire pour permettre à Groulx de financer ses études en Europe, afin de compléter un don de Sylvio Corbeil et le montant mis de côté par Groulx.

C'est une occasion inespérée que Groulx ne va pas manquer. Il est ambitieux : il ne veut pas compléter un ou deux doctorats, mais trois ! Il va étudier la philosophie et la théologie à l'Université des Dominicains de Rome en logeant au collège canadien qui accueille les prêtres du pays, ce qui lui permet de se lier d'amitié avec des collègues. Ensemble, ils explorent la ville éternelle, l'Italie et même l'Europe. C'est un choc culturel pour Groulx qui est plongé directement dans la misère des quartiers pauvres des villes italiennes et les conflits idéologiques violents qui agitent alors ce pays à l'unité récente : catholiques, anarchistes, républicains laïcs, etc., s'affrontent régulièrement et Groulx se retrouve parfois au milieu de ces violences. Une autre expérience marquante pour lui sera de pouvoir rencontrer le pape Pie X.

Groulx voyage en particulier en France et en Suisse durant l'été et explore différentes universités pour son prochain doctorat. En effet, après ses doctorats de philosophie et de théologie, Groulx aimerait compléter un doctorat dans un domaine proche des sciences sociales. Il opte pour l'université catholique de Fribourg, où il entame un doctorat qui doit porter sur l'évolution du français au Canada et les particularités du parler canadien.

Un retour difficile

Ce séjour universitaire européen va jouer un rôle important pour la future carrière d'historien de Groulx, puisqu'il en profite pour suivre des cours de spécialistes et pionniers des nouvelles sciences sociales, à Fribourg et à Paris en particulier. Malheureusement il tombe malade et doit être opéré d'urgence pour un problème à la jambe qui l'oblige à être longuement alité. Cet incident lui fait brûler ce qui lui restait d'économies : une fois rétabli, il est obligé de rentrer au pays.



Malgré cette fin abrupte, le séjour européen et les études doctorales ont permis à Groulx de grandir; il se sent maintenant en mesure de déployer une activité intellectuelle à la hauteur de ses aspirations.

À Valleyfield cependant, la situation n'a guère changé : il continue d'innover dans l'enseignement, mais une partie de la direction y est hostile. Il veut aller plus loin que ses premières initiatives pour rendre les étudiants plus actifs. Ainsi, il termine les leçons par ce qu'il appelle des « forums », en fait des périodes de questions, ce qui n'était en rien une pratique courante. Autre changement, il veut briser le moule des dissertations répétitives des étudiants sur des sujets qu'ils maîtrisent à peine, pour leur permettre d'étoffer leurs connaissances et leur compréhension de texte grâce à l'exercice des fiches de lecture.

Groulx s'implique aussi de plus en plus dans les initiatives de la jeunesse pour défendre les droits du français au Canada. En réaction au Règlement XVII en Ontario, adopté en 1912, qui restreint drastiquement l'accès à l'école en français pour les francophones, il proposera de lancer un mouvement de protestation à travers le système scolaire francophone du Québec, mobilisant les élèves au premier chef, et publiera une chanson de ralliement qui connaîtra un certain succès dans ces événements.

Néanmoins Groulx sent qu'il est dans une impasse à Valleyfield en raison de sa mésentente avec son évêque. Il tente d'utiliser son réseau pour obtenir un transfert. Mais son évêque s'oppose à toutes ces tentatives : conscient de la popularité de son professeur, il affirme craindre une perte de clientèle, des élèves pouvant demander à leurs parents de suivre leur professeur préféré dans son nouvel établissement d'enseignement.

La vocation pour l'histoire

Une autre de ses innovations en enseignement va, pour son bonheur, permettre de débloquer la situation. En effet, Groulx fait partie d'un nombre de professeurs qui tentent d'ajouter du contenu canadien-français au curriculum des collèges classiques, surtout en littérature et en histoire. Groulx développe particulièrement l'enseignement de l'histoire, auquel il réserve quelques périodes hebdomadaires de sa classe de Rhétorique (dernière année avant les deux années de Philosophie qui complètent le cursus classique). Pour combler un vide dans l'offre de manuels d'histoire du Canada, qui sont essentiellement des



manuels pour les écoliers du primaire à l'époque, Groulx rédige son propre manuel, dont circulent quelques copies manuscrites avec l'aide des élèves.

Or en 1913, dans son nouveau journal *Le Devoir*, le leader nationaliste Henri Bourassa développe une vigoureuse critique du manque de connaissance des législateurs canadiens-français de l'histoire de leur pays, et de l'enseignement dans les établissements d'éducation supérieure canadiens-français. Groulx écrit une lettre à l'éditeur pour faire valoir que, bien que la critique lui semble fondée, plusieurs initiatives ont lieu dans divers collèges classiques, dont le sien; il en profite même pour mentionner l'exemple de son manuel manuscrit. Il n'en fallait pas plus pour que la rédaction du *Devoir* soit inondée de lettres de lecteurs enjoignant l'auteur de publier son manuel au plus vite.

Groulx est novice en histoire et sait que son manuel n'est pas encore en état d'être publié. Pour y remédier, il demande à son collègue l'autorisation de séjourner à Ottawa pour y consulter les archives du Dominion : grâce à la bonne volonté de collègues amis qui acceptent de le remplacer dans ses classes, il peut séjourner quelques mois à Ottawa et approfondir ses connaissances historiques en dépouillant les sources archivées. Pour autant, il constate rapidement que l'ambition de publier un manuel de niveau secondaire et plus moderne est prématurée : la plupart des manuels s'arrêtent longtemps avant la Confédération et il aimerait proposer un manuel s'approchant davantage du présent et traitant au moins de la fondation du nouveau Dominion. Or pour rédiger un manuel, les auteurs s'appuient normalement sur une série conséquente d'études spécialisées. L'atrophie de l'histoire dans les universités canadiennes-françaises a eu un impact négatif sur l'avancement de l'étude de l'histoire au Québec. Aucun poste en histoire du Canada n'était pourvu dans le petit nombre d'universités canadiennes-françaises de l'époque : Laval à Québec, Laval de Montréal et l'université d'Ottawa.

Malgré les contributions de certains historiens dits amateurs et extérieurs à l'université, la production d'études en histoire du Canada, et plus encore dans l'histoire du Canada depuis 1850 demeurait maigre.



Groulx publie bien quelques études historiques dans des revues savantes entre 1914 et 1916, mais il se rend à l'évidence : il n'est pas encore en mesure de publier un manuel d'histoire du Canada suffisamment novateur.

À l'Université de Montréal

Cet épisode l'aura toutefois fait remarquer. L'archevêque de Montréal, Mgr Bruchési, est décidé à dynamiser l'université Laval de Montréal. Il décide de donner un nouvel élan aux formations qui y sont offertes en recrutant parmi les enseignants novateurs au sein des collèges classiques. Notons que cette université obtiendra sa pleine autonomie et deviendra l'Université de Montréal en 1919.

C'est ainsi que Groulx est appelé, avec certains de ses amis comme Émile Chartier de Saint-Hyacinthe qu'il a connu au moment de la fondation de la Ligue du drapeau et de l'ACJC, à enseigner des matières jusqu'alors absentes de Montréal, qui seront appuyées sur de nouvelles chaires d'enseignement. Chartier doit développer l'enseignement de la littérature canadienne-française et Groulx, de l'histoire du Canada.

Dans la marmite nationaliste

Les premières leçons d'histoire données par Groulx à l'université portent sur *Nos lutttes constitutionnelles* en 1915-1916 et rencontrent un fort succès de popularité – elles sont publicisées par *Le Devoir* – mais aussi d'estime, puisque Mgr Bruchési est satisfait de son nouveau professeur. De jeunes étudiants collégiaux se partagent des copies manuscrites de notes prises par certains d'entre eux durant ces cours et Groulx les publie en fascicules. Il enseigne aussi l'histoire économique à l'École des HEC de Montréal, elle aussi sise dans le quartier latin. Cet enseignement sera formateur pour Groulx puisqu'il l'amènera à tenir davantage compte de la dimension économique dans l'analyse historique, ce qui le démarquera de ses contemporains et prédécesseurs au Canada français. Cela renforce son exposition aux sciences sociales modernes, amorcée durant ses études en Europe.

Pour être à la hauteur de son nouvel enseignement, Groulx se lance en autodidacte dans un programme de lecture formateur axé sur les grands historiens de l'Antiquité mais aussi modernes, de France, d'Allemagne, d'Angleterre ou des États-Unis. Il se lie d'amitié avec



le conservateur en chef de la bibliothèque Saint-Sulpice, Aegidius Fauteux, qui en fera une des bibliothèques les mieux pourvues en *canadiana*. Ce dernier met à la disposition de Groulx un coin de travail pour étudier et rédiger, tout en ayant accès à une multitude de sources essentielles pour son travail.

Pendant ces premières années à l'Université de Montréal, Groulx est logé un peu plus au nord, dans le Mile-End, au presbytère de Saint-Enfant-Jésus. C'est à ce moment-là l'épicentre de l'école la plus en vue du nationalisme canadien-français, puisque nul autre qu'Henri Bourassa réside dans cette paroisse. Il est un visiteur régulier du presbytère le samedi soir; le curé, Philippe Perrier, lui réserve même des portions de son tabac à pipe favori dans le fumoir. Outre des journalistes du *Devoir* comme Omer Héroux, des membres de la nouvelle Ligue des droits du français y gravitent, entre autres, comme le père Joseph-Papin Archambault ou Anatole Vanier. Durant ces années de guerre mondiale, les débats font rage sur l'étendue de la participation canadienne dans l'effort de guerre britannique. À mesure que la possibilité de la conscription se dessine, l'agitation augmente et Groulx se trouve en quelque sorte aux premières loges pour suivre les réflexions de plusieurs nationalistes lançant des campagnes d'opposition à celle-ci, à commencer par Bourassa et son *Devoir*.

Groulx poursuit son programme de cours d'histoire du Canada en abordant des sujets controversés qui sont d'autant plus intéressants pour le public qu'il lui est aisé de faire des liens avec les débats du présent : en 1916-1917, Groulx revient sur la période des rébellions des Patriotes de 1837-1838. En 1917-1918, il se penche sur la création du Dominion en 1864-1867, et ne se prive pas de critiquer les lacunes de la constitution de 1867 pour la défense des droits du français au Canada, ce qui en choque plusieurs, dont Mgr Bruchési. Or ce dernier est engouffré à son tour dans le maelstrom généré par la décision du gouvernement Borden d'adopter la conscription, se sentant même floué par le gouvernement qui avait sollicité son appui public avant d'adopter cette décision, appui qui avait été formulé dans un contexte où la promesse était faite de ne jamais recourir à la conscription, promesse cautionnée, en quelque sorte, par Mgr Bruchési, qui se sentira instrumentalisé.



L'Action française

C'est dans ce contexte extrêmement tendu que la Ligue des droits du français décide de lancer une nouvelle revue, *L'Action française*, qui aura pour mission de compléter *Le Devoir* en offrant un forum pour publier des articles de fond sur les questions vitales à la survie et à l'épanouissement de la nationalité canadienne-française. Groulx est alors très proche des fondateurs de la revue et les encourage dans cette entreprise; il va rapidement contribuer à maintes reprises durant la première année d'existence de la revue mensuelle, et en devient le directeur officiel en 1920. Avec le lancement de *L'Action française* s'ouvre ce qui constitue probablement la période la plus active de la carrière intellectuelle de Groulx. La ligue d'Action française, comme s'appellera la Ligue des droits du français après 1920, est en effet une organisation multiforme. L'Action française organise des cercles locaux, une association étudiante, tient une librairie rue Saint-Denis dans le quartier latin et même une maison d'édition très dynamique pendant une dizaine d'années.

Selon Groulx, ce nouveau nom était nécessaire pour bien exprimer ses ambitions : la défense du français, certes, mais aussi de l'autonomie politique, de la culture du développement économique, de l'amélioration des conditions sociales, de la conscience nationale, toutes essentielles à l'épanouissement de la nation canadienne-française. Groulx incitera la revue à publier des « enquêtes annuelles », ce qui permet d'étudier un sujet de manière approfondie avec au moins un article par mois. Groulx se charge aussi des tâches d'éditeur pour « la Bibliothèque de l'Action française », publiant presque une centaine d'ouvrages – romans, essais, recueils de poésie, études d'histoire ou d'économie, etc. Groulx, bien souvent, sollicite les contributions des auteurs et des autrices – quelques femmes sont du nombre. « Chez nous écrire c'est vivre, se défendre et se protéger » dira Groulx dès 1917 [2].

La production de l'historien

Pendant ces années, Groulx maintient d'abord sa grande productivité en études historiques : *La confédération canadienne. Ses origines* (1918), *La naissance d'une nation* (1919), *Vers l'émancipation* (1920), *Lendemain de conquête* (1921) sont les études publiées en lien avec son enseignement l'année précédente. Plusieurs d'entre elles sont novatrices :



la confédération canadienne avait fait l'objet de très peu d'études historiques jusqu'alors, en particulier en français. Dans *Lendemain de conquête*, Groulx rompt avec une des perspectives les mieux établies chez les notables canadiens-français de tendance libérale ou conservatrice ainsi que dans l'enseignement cléricale, qu'on peut associer à la thèse de la « Conquête providentielle » : la Conquête, initialement vécue comme un malheur par les Canadiens, s'est avérée providentielle puisqu'elle leur a épargné les crimes et aberrations de la Révolution française, comme la proclamation des droits de l'homme et la rupture avec l'Église catholique. Selon cette perspective, après l'obtention du gouvernement responsable, Londres a été une puissance bienveillante qui a accordé les libertés constitutionnelles anglaises au Canada.

Groulx en revanche y voit, comme son prédécesseur F.-X. Garneau, une catastrophe nationale. Déjà, dans *Nos luttes constitutionnelles*, il avait soutenu que tous les droits obtenus par les Canadiens français l'avaient été de haute lutte. Dans *Lendemain de conquête*, il innove en se penchant sur les conséquences économiques et à long terme de la défaite sur la croissance de la jeune nation : non seulement les destructions matérielles de la guerre, les pertes financières avec l'annulation de la majeure partie de la dette de la Couronne française, les pertes humaines, la fuite d'une partie des élites, mais aussi l'exclusion économique qui accompagne le changement de métropole, où les commerçants anglo-saxons seront privilégiés. Les Canadiens français seront de plus en plus relégués à l'agriculture. Tout comme *La confédération canadienne*, cet ouvrage s'attire les foudres de penseurs canadiens-français défenseurs d'un nationalisme modéré, qui conjugue une valorisation du français avec une adhésion pleine et entière au Dominion et à l'empire britannique, comme Mgr Camille Roy, professeur de lettres canadiennes-françaises à Laval, ou Gustave Lanctôt, historien et archiviste à Ottawa.

L'écrivain et le penseur politique

Au même moment, Groulx complète sa production d'historien par une œuvre d'écrivain et des essais et études de pensée politique. Dès 1916, il publie un recueil de contes, *Les Rapailages*, librement inspirés de son enfance à la campagne. Ce recueil, accueilli plutôt



favorablement par la critique (et les établissements scolaires) deviendra une de ses œuvres les plus lues et vendues, voire un best-seller.

Groulx contribue régulièrement à *L'Action française* par des essais de pensée politique : en juillet 1917, il revient sur le cinquantenaire de la confédération, pour conclure qu'il s'agit d'une « faillite » pour les Canadiens français, à la lumière de l'extinction des droits de l'enseignement en français et du bilinguisme au Manitoba, en Ontario et dans les autres provinces, ainsi que de la conscription imposée en 1917 dans un climat d'hostilité ouverte envers leur différence.

Groulx dirige lui-même l'enquête *Notre avenir politique* en 1921. Cette enquête se penche sur différents scénarios envisageables pour l'avenir national mais, plus surprenant, est centrée sur la possibilité d'obtenir l'indépendance du Québec ou d'un Canada français redessiné, à la faveur de la fin des empires coloniaux et, en quelque sorte, du nouvel ordre mondial fondé sur le principe des nationalités tel que soutenu par la nouvelle Ligue des nations.

Ces critiques de la confédération canadienne entretiennent les polémiques autour de Groulx et de ce qui est de plus en plus vu comme une nouvelle école de pensée du nationalisme canadien-français. La plus grande querelle est toutefois suscitée par un roman de Groulx.

L'Appel de la race

Groulx publie, sous le pseudonyme Aloné de Lestres, ce qui deviendra son roman le plus célèbre, *L'Appel de la race*, en 1922. Le roman provoque une polémique qui à certains égards demeure la plus importante de la littérature canadienne-française et québécoise.

Le héros, Jules de Lantagnac, a fait des études de droit à McGill et fait carrière à Ottawa où il a épousé Maud Fletcher, fille d'une bonne famille anglophone et protestante. Ils ont quatre enfants – tous unilingues anglais. À l'approche de la quarantaine, Jules traverse une crise et se cherche : malgré la réussite de sa carrière en droit, il aimerait ajouter quelque chose, comme une implication politique. Il est saisi d'un désir de retrouver son village et les siens qu'il a délaissés depuis des années, et il regrette que ses enfants ne puissent



communiquer en français avec leur parenté. Il décide d'offrir des cours de français à ses enfants, ce qui est bien accueilli. Mais lorsque Jules se sent interpellé par la crise du Règlement XVII qui divise l'Ontario, l'harmonie fait place à la bisbille. Jules souhaite se lancer en politique pour défendre les droits à l'éducation en français, mais sa femme et sa belle-famille s'y opposent, disant craindre les répercussions d'un tel engagement. Comme Jules décide de quand même se lancer en politique, Maud décide de se séparer de lui; la famille est divisée en deux, avec deux enfants qui suivent Maud et rejettent la culture francophone, et deux autres qui l'embrassent.

La polémique mobilise un nombre impressionnant d'intellectuels, dont Camille Roy, professeur de l'Université Laval, et Olivar Asselin, et de revues, *La Revue moderne* et *L'Action française* représentant les camps opposés. Ce roman fait scandale pour plusieurs raisons. Tout d'abord, on pourrait croire qu'un prêtre, l'auteur, met en scène un prêtre (le guide spirituel de Lantagnac) qui n'hésite pas à inciter son ouaille à prendre une décision qui risque de briser son mariage, en toute connaissance de cause. Ensuite, le roman est une allégorie de la confédération canadienne : Groulx y préconise ni plus ni moins de refuser l'assimilation, même s'il faut pour cela opter pour la séparation.

Ce roman complète et illustre donc à sa façon les thèses discutées par Groulx dans ses livres récents. Les membres de l'Action française ne s'attendaient toutefois pas à s'attirer les foudres d'Henri Bourassa lui-même, qui fustige et ridiculise le séparatisme du groupe. Étant donné la proximité entre les rédactions du *Devoir* et celle de *L'Action française*, cela jette un froid au sein de l'équipe du *Devoir* elle-même, et des amitiés se distendent.

La prise en charge de sa mère amputée

Pendant ces années très agitées, Groulx est de plus en plus accaparé par les responsabilités reliées à l'Action française. Il ralentit considérablement le rythme de parution de ses études historiques.

C'est toutefois une série de tristes événements au sein de sa famille qui vont l'obliger à se demander s'il peut poursuivre son engagement au sein de l'Action française.



Sa mère et son beau-père avaient trouvé un arrangement, assez typique pour l'époque, pour leur retraite; le frère aîné de Groulx, Albert, héritait de la terre et pourvoyait aux besoins de ses parents. Or, il meurt subitement en 1920, suivi par son beau-père Guillaume Émond en 1924. Voilà sa mère seule. Groulx l'amène avec lui à son chalet à Saint-Donat, mais dès l'été 1925, il s'aperçoit qu'elle boite à son tour. Il la fait examiner par un médecin : l'infection est déclarée et la seule solution est l'amputation de la jambe. Philomène est désormais seule et invalide à Vaudreuil; qui pourra s'occuper d'ellesaz?

Groulx se décide à la prendre à charge et quitte donc le presbytère du Mile-End. Mais pour payer son loyer, il demande à être payé comme un professeur laïque à l'Université de Montréal.

La fin de l'Action française

Groulx soumet donc sa requête à la hiérarchie de l'Université de Montréal. Le dossier traîne en longueur. Finalement, on lui explique que, avant de le titulariser, l'institution lui demande de signer un engagement à s'abstenir de critiquer la confédération canadienne et de la faire critiquer par ses étudiants ! Groulx fait intervenir son ami Antonio Perrault : ce dernier fait comprendre à la direction que *Le Devoir* se ferait un plaisir de publier des articles expliquant pourquoi Groulx aurait perdu son poste à l'Université de Montréal...

Au bout du compte, on arrive à une entente. Groulx sera titularisé en 1928, mais il abandonnera la direction de *L'Action française* afin de pouvoir consacrer plus de son temps à ses tâches de professeur et chercheur. Groulx avait déjà emménagé avec sa mère; la titularisation lui permettra de les installer dans un appartement plus spacieux et lumineux, rue Sherbrooke.

Renouveau d'études historiques

À partir de sa titularisation en 1928, Groulx remet donc la production historique au centre de ses activités. Il peut à nouveau consacrer beaucoup de son temps à la recherche en archives et à la préparation de cours. Il a même repris l'enseignement dans un autre établissement collégial : Groulx donne des cours au collège Basile-Moreau, un des premiers collèges classiques pour femmes. Il faut dire qu'il a déjà prêté un coup de main à



mère Sainte-Anne-Marie, fondatrice du collège Marguerite-Bourgeoys [3] aux débuts de cette institution. Groulx fait même office d'aumônier pour la Fédération nationale Saint-Jean-Baptiste, l'association féministe présidée par Marie Lacoste-Gérin-Lajoie.

Dans un premier temps, Groulx saisit des occasions de visiter différentes régions francophones : le Manitoba, où il rencontre des Canadiens français et des Métis, et ensuite la Louisiane, où il rencontre des francophones blancs et noirs. En Louisiane, Groulx est profondément choqué par la ségrégation, qui se pratique même à l'église, ce qui lui semble fondamentalement anticatholique. Se remémorant ce séjour dans ses *Mémoires*, il mentionne combien la situation encore faite aux noirs américains lui sembla déplorable à l'occasion de ce voyage et notera que « toutes les eaux de l'Atlantique ne suffiraient jamais à laver ce crime » commis de surcroît par des sociétés depuis longtemps christianisées.

Ses travaux portent avant tout sur l'histoire de l'enseignement en français au Canada, outre quelques essais et études sur d'autres sujets. Depuis quelques années s'est formé un institut scientifique franco-canadien, dont son collègue et collaborateur, Édouard Montpetit, est la cheville ouvrière. Cet institut envoie à chaque année un érudit canadien-français occuper une chaire de professeur invité à la Sorbonne, à Paris. Groulx présente un projet en lien avec ses recherches sur l'enseignement en français, qui sera retenu; il passera une grande partie de 1930 en Europe.

Groulx publiera le fruit de ses travaux au Canada, sous le titre *L'enseignement français au Canada* mais aussi en France, sous le titre *Le français au Canada* (1932, Delagrave). C'est une consécration. La réputation de Groulx comme historien est consolidée. C'est même à cette occasion que son doyen, son ancien ami Émile Chartier avec qui il s'était pourtant brouillé du temps de la crise de la conscription, lui propose de présenter ce travail en guise de thèse de doctorat : cette thèse d'histoire lui vaudra un doctorat de l'Université de Montréal, qui poursuit une stratégie ambitieuse de développement.

La Crise et le retour du politique

L'Université de Montréal, toutefois, sera stoppée dans cet élan par la Grande Dépression dont les conséquences ne cessent de s'alourdir depuis le krach de 1929. Dans ce contexte, Groulx publie un essai qui marquera les esprits, *La déchéance incessante de notre classe*



moyenne (1931) [5]. Il y déplore la prolétarisation des Canadiens français qui découle de l'exode rural, non sans faire le lien avec les conséquences de la Conquête britannique qui les avait majoritairement exclus, du moins comme propriétaires, des autres secteurs économiques que l'agriculture.

Devant cet état de fait, plus en plus de proches de Groulx se demandent s'il ne faudrait pas relancer *L'Action française*, disparue en 1929. Groulx s'y active dès 1932. Il recrute des rédacteurs et tente de trouver un directeur, étant entendu qu'il ne jouera plus ce rôle. La nouvelle version de la revue et de la Ligue s'en tiendra à un rayon d'activités nettement plus limité et moins risqué : point de librairie donc. La Ligue d'Action nationale et *L'Action nationale* existent encore de nos jours, ce qui fait de cette dernière une des plus anciennes revues du Québec. Feront notamment partie de la nouvelle équipe de rédaction Esdras Minville, professeur aux HEC et précédemment recruté par Groulx à *L'Action française*, Arthur Laurendeau, musicien et professeur de musique au Conservatoire (et père d'André Laurendeau), Pierre Homier (pseudonyme du père Joseph-Papin Archambault), Hermas Bastien, jeune spécialiste de la philosophie américaine (et docteur en philosophie) et enseignant, Anatole Vanier ou le père Olivier Maurault, professeur et historien (qui deviendra recteur de l'Université de Montréal en 1935). Nombre d'entre eux avaient déjà contribué à *L'Action française* mais dans l'ensemble, une plus jeune génération prend la barre.

L'Action nationale s'attaque d'emblée à la question socio-économique. Elle préconise un train de réformes sociales, comme des allocations « aux mères nécessiteuses », des pensions de vieillesse, la création d'assurances sociales, d'un salaire minimum, etc.; des mesures économiques : la création d'un Crédit agricole fondé sur les caisses coopératives, le développement de la petite et moyenne industrie en région, la poursuite de la colonisation dans les régions propices, l'étatisation de la Beauharnois Power, des enquêtes sur les trusts en énergie, un plan pour permettre l'étatisation graduelle de tout le secteur hydro-électrique par rachat, etc. Quelques réformes politiques sont aussi préconisées pour assurer plus de transparence quant à la propriété des journaux par des partis politiques et réduire la corruption en interdisant aux ministres de siéger sur les c.a. de compagnies privées – pratique alors très répandue au Canada.



Les Jeune-Canada et les accusations d'antisémitisme

Au même moment, plusieurs regroupements de jeunes intellectuels se forment pour proposer diverses alternatives idéologiques pour sortir de la crise ou améliorer le sort des Canadiens français et généralement, les deux à la fois. En contraste avec l'ACJC, ce qui ressort est non seulement la diversité idéologique plus explicite de ces divers mouvements de jeunesse mais surtout leur plus grande autonomie, ayant été pour l'essentiel fondés à l'initiative de leurs jeunes membres, très majoritairement masculins.

Dans un contexte où les frustrations sont exacerbées par la crise, de jeunes étudiants nationalistes, menés par André Laurendeau et Pierre Dansereau, lui rendent visite pour lui demander conseil à propos d'un coup d'éclat qu'ils envisagent. Ils voudraient viser les ministres canadiens-français du gouvernement Bennett qui accumule les nominations excluant tout Canadien français. Groulx leur déconseille de s'en prendre physiquement à un ministre et les incite à publier plutôt un manifeste exprimant leurs critiques et leurs idées.

Le mouvement prend le nom de Jeune-Canada et son *Manifeste de la jeune génération* va rencontrer un vif succès lors de sa parution en 1932. Groulx aide les leaders du mouvement dans la rédaction de leur manifeste et devient une référence pour le mouvement. Le manifeste demande le respect du caractère bilingue du Canada et une place plus équitable pour les francophones, non seulement dans le gouvernement fédéral, mais dans l'économie. Le groupe multiplie les apparitions publiques sous la forme de rassemblements à travers le Québec dans les années 1932-1934.

Il est à noter qu'en 1933, les Jeune-Canada reprochent aux leaders libéraux canadiens-français de se mobiliser pour dénoncer la persécution des juifs en Allemagne (Hitler vient d'être élu) alors qu'ils négligent ceux des francophones dans les provinces majoritairement anglophones ou la répression des catholiques au Mexique. André Laurendeau publiera, après la guerre, un essai où il s'excusera pour ces propos et soulignera leur ignorance de la situation réelle en Allemagne en 1933.

Se pose ici la question de l'influence de Groulx sur cette sortie malheureuse des Jeune-Canada. Certains auteurs ont accusé Groulx d'antisémitisme. Qu'en est-il? Cette question



demande une discussion nuancée parce qu'elle s'inscrit dans un contexte où, même si l'accueil fait au judaïsme était négatif depuis des siècles dans l'Occident chrétien, grossit subitement un véritable racisme antisémite à l'instigation, notamment, des nazis. Groulx écrit à cette époque que « l'antisémitisme, non seulement n'est pas une solution chrétienne; c'est une solution négative et niaise [5] ». Mais dans le même texte, il écrit qu'il ne faudrait pas recommander « n'achetez pas chez les Juifs » mais plutôt « faites comme tous les autres groupes ethniques : achetez chez vous ! [6] ». À ce moment, un mouvement « achat chez nous » prend forme qui vise à favoriser les commerces francophones – comme cela se ferait non seulement au détriment de commerces anglo-saxons mais de toute autre origine, y compris juive, les auteurs qui accusent Groulx d'antisémitisme y voient une preuve de son encouragement de cette idéologie. La réalité nous semble plus nuancée : Groulx rejette sincèrement l'idéologie antisémite, ce qui ne le met pas à l'abri de préjugés largement répandus à l'époque.

Des intellectuels français comme Michel Winock, Jacques Julliard ou Serge Bernstein ont mis de l'avant le concept d'*antijudaïsme* pour mieux distinguer les deux, les préjugés profondément ancrés et l'idéologie moderne de l'antisémitisme. L'antijudaïsme fait référence à l'hostilité prévalente parmi les chrétiens envers les juifs depuis au moins le Moyen Âge et encore largement répandue au XX^e siècle. L'antisémitisme fait référence à une idéologie activement raciste ou violente envers les juifs, qui en ferait un bouc émissaire essentiel pour expliquer certains phénomènes socio-politiques.

Cet antisémitisme est une idéologie qui a le vent en poupe dans le contexte de la crise. Pour plusieurs groupes et partis d'extrême droite, l'antisémitisme devient une part essentielle de leurs idéologie et discours politiques. Au Canada, Adrien Arcand est le propagateur d'un antisémitisme nazi.

Groulx n'est pas le propagateur d'un tel antisémitisme. Ce qu'il laisse paraître dans le texte de sa chronique qui préconise l'achat « chez nous », est révélateur d'un antijudaïsme très prévalent au Canada. Rappelons que le premier ministre libéral du Canada, Mackenzie King, voulait un Canada « blanc » et « chrétien », ce qui ne détonnait pas dans le monde politique canadien à l'époque. Dans un épisode tristement célèbre, en 1939, Mackenzie



King refusera de recevoir des réfugiés juifs qui fuyaient l'Allemagne nazie : beaucoup trouveront la mort dans les camps d'extermination.

L'Action libérale nationale

Outre les Jeune-Canada, de plus en plus de groupes de jeunes intellectuels se forment et ils ont généralement tendance à demander des conseils à Groulx et à rechercher un mot public d'encouragement de sa part. Mentionnons *La Relève*, un regroupement de catholiques de gauche « personnaliste », les Jeunesses patriotes, un mouvement indépendantiste, les Jeunesses laurentiennes, également indépendantistes, Ordre laurentien, un autre mouvement personnaliste de gauche animé par Guy Frégault, ou encore *La Nation*, journal séparatiste attiré par l'Italie de Mussolini avant son alliance avec Berlin.

C'est toutefois la formation d'un nouveau parti politique qui retiendra le plus l'attention de Groulx durant ces années de la Grande Crise, constitué par la fusion de deux groupes distincts, l'un de Québec, l'autre de Montréal. À Québec, des nationalistes proches de *L'Action nationale* se regroupent autour de J.-E. Grégoire, un professeur d'économie à l'université Laval qui devient maire de Québec en 1934 après avoir fait campagne notamment sur la question du monopole de l'électricité dans la capitale. Ce sont notamment Philippe Hamel, dentiste qui a participé à une enquête de la ville de Québec sur le monopole de la Quebec Power, en 1930, et l'avocat René Chaloult – un membre du comité de rédaction de *L'Action nationale* et un ancien membre des cercles d'Action française.

À Montréal, un noyau de jeunes libéraux dissidents, critiques de l'inaction du gouvernement Taschereau face à la crise, se regroupe autour de Paul Gouin. Comme le groupe de Québec, c'est un admirateur de Groulx ainsi que du *Programme de restauration nationale*. Ensemble, après quelques rencontres et avec l'encouragement de certains proches de *L'Action nationale*, ils fondent un nouveau parti, l'Action libérale nationale. Paul Gouin en devient le chef. *L'Action nationale* fait immédiatement une large place à leurs discours et reproduit leur programme. Ce dernier est largement inspiré du *Programme de restauration nationale* et va plus loin dans certains domaines, en proposant notamment l'instauration d'une assurance-hospitalisation et la nationalisation de l'hydro-électricité.



Les élections de 1935 et 1936

En 1935, les libéraux provinciaux, qui sont au pouvoir depuis 1897, commencent à montrer des signes d'usure dans le contexte de la Crise, avec le mécontentement populaire causé par celle-ci. Le parti conservateur s'est doté d'un nouveau chef, Maurice Duplessis, qui est décidé à le relancer. Duplessis se dit lui aussi inspiré par le *Programme de restauration nationale des jésuites* et sait qu'il lui serait avantageux de marquer ses distances d'avec le parti conservateur fédéral.

Pour la campagne électorale de 1935, il propose au nouveau parti qui a le vent en poupe mais des moyens et surtout une « machine » limités, une alliance : ce sera l'Union nationale Duplessis-Gouin. Grâce à celle-ci, l'emprise des libéraux sur le pouvoir à Québec est sérieusement entamée : l'Union nationale remporte 42 sièges sur 90. Groulx a suivi la campagne avec un intérêt qu'il n'a pas ressenti depuis des lustres : il croit que Paul Gouin peut être un chef politique honnête, mais surtout que le programme de l'Action libérale nationale permettrait de lancer une revitalisation nationale comme il l'espère depuis des années et l'a préconisée tant de fois. Mais il se méfie de Duplessis, qu'il perçoit comme un politicien de la vieille école.

En chambre, l'Union nationale parvient à déstabiliser le gouvernement libéral avec le comité des comptes publics qui révèle scandale après scandale, tant et si bien qu'Alexandre Taschereau se résigne à démissionner. Mais c'est Duplessis qui mène le bal tandis que Gouin s'avère timide et effacé. Après la démission de Taschereau, le nouveau chef, Adélard Godbout, déclenche des élections en 1936. Paul Gouin ne se représente pas.

Groulx place encore ses espoirs dans l'Union nationale qui conserve le programme ambitieux et réformiste de l'ALN, misant sur l'influence des leaders comme Philippe Hamel et René Chaloult. Lorsque l'Union nationale remporte la victoire toutefois, il déchantera immédiatement. Philippe Hamel, dont le cheval de bataille est la nationalisation de l'hydro-électricité promise en campagne, exige un portefeuille lui permettant de la mettre en œuvre. Mais Duplessis s'avère beaucoup moins intéressé à se lancer dans cette aventure. Un groupe d'élus de l'Union nationale refuse donc d'appuyer le



nouveau gouvernement : Hamel et Chaloult sont du nombre. Comme eux, Groulx estime qu'ils ont été bernés et est profondément dépité.

Notre État français nous l'aurons !

Groulx conserve un goût amer de cette déroute des nationalistes les plus réformistes. Il poursuit sa carrière d'historien et publie quelques ouvrages marquants, en particulier une étude sur les explorations de Jacques Cartier à l'occasion du quadricentenaire de son premier voyage au Canada, en 1934. Il publie aussi deux recueils de conférences et essais, *Orientations* (1935) et *Directives* (1937) qui consolident son rôle de maître à penser d'un grand nombre de nationalistes. Le point culminant de cette aura est sans doute atteint lors d'un grand rassemblement à Québec en juin 1937.

Le Congrès de la langue française est un grand regroupement des francophones d'Amérique, non seulement du Québec et des provinces majoritairement anglophones du Canada, mais des États-Unis aussi, et inclut même une délégation d'Haïti et une représentation française. Groulx est un des nombreux conférenciers invités. Son discours, radiodiffusé en direct, est prononcé tard en soirée, après une longue journée remplie de discours, et en présence de divers dignitaires dont Lord Tweedsmuir, gouverneur général du Canada. Le recteur de l'université Laval et le premier ministre Duplessis se sont excusés, anticipant sans doute un coup d'éclat de Groulx ou des jeunes nationalistes qui viendront l'écouter. Le bruit court même que ces jeunes nationalistes planifient quelque chose et les organisateurs craignent que la soirée porte ombrage au gouverneur, dont ce devrait « être la journée ».

Et, en effet, Groulx se fera remarquer. Son discours s'intitule innocemment *L'histoire, gardienne des traditions vivantes*. Groulx y explique sa conception de la tradition : loin d'être un vecteur de passéisme, incitant à reproduire les pratiques du passé, c'est pour lui la valorisation de la transmission d'une culture, qui est toujours à adapter, à chaque génération. Il revient sur les longues luttes du peuple canadien-français pour résister à la disparition et veut réfuter ceux qui, dans le contexte de la Crise, estimeraient que ce combat est perdu, et surtout des élites libérales et conservatrices qui ont intégré une attitude de



brebis dans la défense de ces droits. Il enchaîne sur une critique de la confédération, disant vouloir d'une « confédération à deux » et non « à genoux » :

Qu'on le veuille ou qu'on ne le veuille pas, notre État français, nous l'aurons; [...] Les snobs, les bonne-ententistes, les défaitistes peuvent nous crier, tant qu'ils voudront : « Vous êtes la dernière génération de Canadiens français ! ». Je leur réponds avec toute la jeunesse : « Nous sommes la génération des vivants. Vous êtes la dernière génération des morts ! [7] »

La jeunesse avait afflué en grand nombre pour entendre le discours de Groulx. Sa conclusion déclenche une réaction débridée de sa part. Le lendemain, alors que Groulx se repose à la campagne chez un ami, le discours devient l'objet de scandale et fait la une des journaux. L'abbé Groulx a-t-il prononcé un discours séparatiste ?

Claude-Henri Grignon, dans ses *Pamphlets de Valdombre* dès l'été 1937, décrira le coup de tonnerre que provoqua le discours de Groulx comme ceci :

Soudain, ce fut le coup de foudre; puis ce fut l'orage... Les paroles de l'abbé Groulx, de la première à la dernière, demeurent des actes. De là, le coup de foudre dont parlent les gazettes. De là, l'orage qui assombriera la vieillesse de plusieurs gros personnages, clercs et laïques. On devine que les plus illustres ne soient pas encore revenus de leur étonnement et que si jamais ils meurent d'apoplexie, il faudra en tenir l'abbé Groulx responsable. [8]

Groulx, cependant, se sentira obligé de calmer les esprits. Il dira même que l'État français qu'il évoque est compatible avec la Confédération. Après ce discours, ses allusions à l'indépendance cessent; il semble même qu'il mette sincèrement ses velléités indépendantistes en sourdine.

La Deuxième guerre mondiale et le retour de la conscription

Quant à sa carrière d'historien, Groulx se cherche de plus en plus un successeur potentiel à l'Université de Montréal mais peine pour le moment à trouver un jeune étudiant intéressé par cette carrière exigeante. Néanmoins, durant ces années, son rôle dans le



développement et l'enseignement de l'histoire nationale font l'objet d'une appréciation croissante, en dépit de la Crise. La Société Saint-Jean-Baptiste et d'autres organisations patriotiques lancent même une campagne de souscription populaire (ancêtre de ce qu'on appelle aujourd'hui « sociofinancement ») pour permettre à l'éminent historien de se loger dans un plus grand confort et d'embaucher un secrétaire pour l'assister dans ses travaux. La campagne lui permettra d'emménager dans une maison de la rue Bloomfield, à Outremont, non loin du nouveau campus de l'Université de Montréal pour le prix de 8000 \$ (*sic*).

L'entrée en guerre du Canada en 1939 relance la question de la formation d'un tiers parti nationaliste. Un référendum sur la conscription en 1942 déclenche un vaste mouvement de mobilisation au Québec, rassemblant plusieurs associations et partis, sous la bannière de la Ligue pour la défense du Canada. On y retrouve ainsi les Jeune-Canada d'André Laurendeau, qui dirige à présent *L'Action nationale*, des députés libéraux fédéraux dissidents, menés par Maxime Raymond, un ancien élève de Groulx à Valleyfield qui est resté proche de son professeur, mais aussi le mouvement de Philippe Hamel et René Chaloult, aussi bien que l'Union nationale. Groulx joue à nouveau un rôle important dans cette association, y compris pour la rédaction de son manifeste. Il y fera la connaissance de jeunes militants comme Jean Drapeau et Michel Chartrand, dont il prononcera plus tard le mariage.

C'est une occasion qui incite Henri Bourassa à sortir de sa retraite pour faire campagne pour le non. Ce sera le moment de la réconciliation entre Bourassa et Groulx et l'ensemble des nationalistes associés à l'Action française, avec lesquels Bourassa s'était brouillés depuis 1923. Le référendum donne un résultat favorable à la demande de Mackenzie King au Canada, mais avec plus de 70 % voix contre au Québec. Plusieurs, dont Groulx, y voient un succès de mobilisation qui devrait s'incarner dans un nouveau parti nationaliste. Groulx voudrait qu'un parti nationaliste réformiste profite de cet élan pour tenter de prendre le pouvoir à Québec et former un bloc de députés québécois à Ottawa.

Finalement, Maxime Raymond et André Laurendeau acceptent de diriger une partie de ces militants du non dans un nouveau parti qui sera nommé le Bloc populaire canadien. Or, après un lancement prometteur en 1942, les fortunes du nouveau parti déclinèrent



rapidement. À Québec, l'élection de 1944 permet au Bloc de recueillir un nombre de voix respectable, à 15 %, mais il forme la deuxième opposition derrière les libéraux avec seulement quatre sièges. Devant la popularité et la mainmise efficace de Duplessis sur le pouvoir, le Bloc est dans une impasse. En 1947, sentant qu'il était sans avenir, André Laurendeau décide, de concert avec les dirigeants du parti, de démissionner et dissoudre le Bloc. Cette décision choque Groulx et provoquera un froid durable entre les deux.

Une retraite active au service de l'histoire

Pendant la guerre, Groulx a aussi obtenu des honneurs symboliques : il a été fait chanoine par Mgr Charbonneau, en 1943. Le nouvel archevêque de Montréal, arrivé d'Ottawa et accueilli avec méfiance par une partie de son clergé, cherchait sans doute des cautions sur son flanc nationaliste, puisque l'ancien curé de Groulx au Mile-End, Philippe Perrier, est fait monseigneur au même moment. Alors que la guerre mondiale s'achève, Groulx prépare sa retraite. En premier lieu, il lui fallait se trouver un successeur à la chaire d'histoire du Canada de l'Université de Montréal. Après plusieurs mésaventures et refus – le premier que Groulx semble avoir sondé en ce sens est André Laurendeau, qui au milieu des années 1930 prétexta de sa santé fragile pour refuser, apparemment intimidé par les exigences du métier d'historien, et peut-être de la manière de Groulx de l'exercer en combinaison avec un engagement intellectuel intense. À l'aube de la guerre, Groulx trouve un nouveau candidat : Guy Frégault. Il le connaît depuis qu'il avait lancé un manifeste en faveur d'une révolution pour un « ordre laurentien » nouveau, en 1937. En 1940, intéressé par la littérature, Frégault se fait proposer de profiter d'une bourse pour faire des études supérieures à l'École normale supérieure à Paris, pour succéder à Émile Chartier dans sa chaire. Mais la guerre bouleverse tous les plans et Frégault demande conseil à Groulx. L'historien lui propose de considérer une autre voie : des études supérieures en histoire, et aux États-Unis. Il lui recommande une université jésuite de Chicago, l'université Loyola, où un historien francophone, le père Delanglez, pourrait diriger ses travaux sur un sujet d'Amérique française. Frégault accepte et se révèle doué pour l'histoire : il achève sa thèse sur Pierre LeMoyne d'Iberville en deux ans à peine. Après sa soutenance en 1942, il revient au pays; Groulx l'aide à trouver des charges de cours à commencer par l'histoire à l'Université de Montréal. Dès 1943, Frégault innove avec un cours de méthodologie



historique. D'autres étudiants manifestent leur intérêt pour compléter un doctorat en histoire : Michel Brunet, qui étudiera lui aussi aux États-Unis, et Maurice Séguin, qui complétera un doctorat sous la direction de Groulx en 1947. L'université de Montréal peut alors envisager la création d'un département d'histoire : l'Institut d'histoire est inauguré en 1946 avec Frégault et Groulx comme professeurs. Groulx estime alors pouvoir prendre sa retraite en toute sérénité : il cesse de travailler pour l'Université de Montréal en 1949, tandis que Brunet et Séguin sont obtiennent des postes de professeurs assistants. Groulx prend également sa retraite du collège Basile-Moreau la même année : il aura enseigné une cinquantaine d'années. Pas question, pourtant, de mener une retraite inactive.

L'Institut d'histoire de l'Amérique française

Au contraire, Groulx a planifié sa retraite pour demeurer fort actif en histoire. Outre la création d'un département d'histoire à l'université, il caresse depuis longtemps l'ambition de voir naître une société savante regroupant les historiens canadiens-français et stimulant le développement et la diffusion de leurs travaux. Encouragé par l'appétit affirmé d'une partie du public pour ses interventions - entre autres - sur des sujets d'histoire nationale, il se décide à lancer un Institut d'histoire de l'Amérique française (IHAF), en 1946, annonçant le projet au banquet annuel de la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal. Groulx explique alors son intention de contribuer, grâce à cette fondation, au développement de la nation par la stimulation d'un champ du haut savoir. En effet, il annonce clairement la nécessité de l'IHAF d'encourager l'essor de l'étude de l'histoire de l'Amérique française selon les standards savants de ce champ du savoir.

L'IHAF va tenir un congrès annuel où les historiens savants pourront présenter leurs travaux - historiens universitaires, archivistes, bibliothécaires, etc., seront ciblés pour rejoindre l'association, avec des membres correspondants d'un peu partout en Amérique du Nord. L'Institut a aussi pour vocation de stimuler l'étude de l'histoire de l'Amérique française en offrant des bourses d'études pour les étudiants aux cycles supérieurs. Groulx mobilise le réseau nationaliste qu'il connaît si bien pour « commanditer », en quelque sorte, le nouvel organisme, ce qui lui permet de lancer la *Revue d'histoire de l'Amérique française* dès 1947, vite devenue la plus importante revue d'histoire en français du pays.



Notons que durant ces années ses pages font une place non-négligeable non seulement à la francophonie canadienne hors-Québec, mais des Amériques, avec des travaux sur les territoires de la Nouvelle-France intégrés aux ÉUA ou sur Haïti par des Haïtiens.

Groulx accueillera les bureaux de l'institut à son domicile et sera ravi d'y encourager les travaux des étudiants, dont le nombre grandit, notamment à l'université de Montréal toute proche. Groulx préside le comité de direction de l'IHAF et dirige aussi la revue, qui publie quatre numéros par an, et Groulx conservera ces fonctions jusque dans les années 1960 : on peut donc parler d'une retraite très active.

L'Histoire du Canada français

Non content du succès de l'IHAF et de sa revue, Groulx entend mettre à profit sa retraite pour réaliser une autre de ses anciennes ambitions en histoire : publier une synthèse moderne de l'histoire nationale jusqu'à nos jours. Il n'y en a pas véritablement eu de nouvelle depuis celle de F.-X. Garneau, au milieu du XIX^e siècle. L'ensemble de ses implications dans une multitude de mouvements et d'engagements, en dehors de l'université, ont certainement retardé le moment auquel il pourrait se consacrer à ce travail.

Il saisit l'occasion qui lui est offerte par une nouvelle marque de soutien du mouvement nationaliste : la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal (SSJBM) veut permettre au vieil historien de donner des conférences radiophoniques sur l'histoire nationale. Comme la société Radio-Canada ne se serait guère montrée intéressée par la chose, le soutien de la SSJBM s'avérera précieux pour permettre la diffusion des conférences de Groulx à travers un vaste réseau de stations privées, à commencer par CKOI, de Montréal.

Groulx utilise ces rendez-vous réguliers pour rédiger sa synthèse en petites tranches : il la publiera en deux volumes en 1950 et 1952. Il rencontre une certaine consécration lorsque l'historien de l'université Laval, Marcel Trudel, qui n'est pas rattaché au camp nationaliste mais un collaborateur à l'IHAF, reconnaît les mérites de l'ouvrage.

En revanche, paradoxalement, au même moment la relation entre Groulx et ses successeurs à l'Université de Montréal, Frégault, Brunet et Séguin, ses anciens étudiants, commence à se refroidir. Une école historique est en train de s'y développer, qui s'opposera bientôt à



celle de l'Université Laval [9]. Elle est l'héritière de Groulx en ce que, non seulement ses meneurs sont d'anciens étudiants de Groulx, mais ils épousent une forme de nationalisme canadien français ou québécois, contrairement à leurs collègues de Laval qu'on pourrait qualifier d'anti-nationalistes. Davantage, ils poursuivent dans la voie tracée par Groulx dans l'entre-deux-guerres, lorsqu'il se penchait sur les conséquences à long terme de la Conquête sur la nation canadienne-française et son développement. Qu'est-ce qui distingue les élèves de leur ancien maître? Maurice Séguin, le principal théoricien de l'école de Montréal, aux côtés de Frégault et de Brunet, décrit lui-même cette école comme « pessimiste ».

En effet, pour l'école de Montréal, la Conquête a des conséquences presque fatales pour la petite nation canadienne-française, trop importante pour être assimilée, trop faible pour pouvoir obtenir son indépendance, par conséquent condamnée à croupir dans une certaine médiocrité. Certains parleront de néonationalisme pour désigner un courant de pensée plus large qui trouve des adeptes à *L'Action nationale* et au *Devoir*, avec notamment André Laurendeau qui occupe des postes de direction dans les deux périodiques et publiera en 1958 un éditorial qui, notoirement, dépitait le premier ministre Duplessis [10], dont le contenu va un peu dans le même sens : les élites anglophones peuvent tolérer un certain niveau de nationalisme canadien-français, à condition que celui-ci ne menace pas leur domination économique et politique.

Bien entendu, ces théories « pessimistes » sont destinées non seulement à choquer, mais à provoquer une réaction. Elles séduisent une partie de la jeunesse, qui y voit un appel à une ferme réaction contre la position subordonnée faite aux Canadiens français, dans l'économie, culturellement, etc., au Québec et au Canada. Mais Groulx ne saurait se réconcilier avec cette approche auto-dépréciative. Pendant toute sa carrière de professeur, d'intellectuel engagé, d'historien et d'auteur, il a voulu être un agent de fierté. Par la connaissance de leur histoire, de leurs réussites passées, y compris de leur résistance à l'assimilation, il espérait contribuer à stimuler un élan vigoureux parmi les Canadiens français les incitant à demander un traitement égal au Canada et même davantage au Québec : comme majorité, dans le respect des droits des minorités. Pour lui, diffuser cette connaissance était essentiel pour lutter contre une atmosphère délétère et coloniale qui



incitait les Canadiens français à dévaloriser leur propre identité. Il ne peut donc voir dans l'histoire pessimiste qu'une approche néfaste. De toute manière, il la croit fautive et erronée, ce qui n'est pas moins important.

C'est un peu pour contrecarrer cette vision pessimiste que Groulx publie *Notre grande aventure. L'empire français en Amérique du Nord (1534-1760)* en 1958. Ce recueil, qui rassemble des textes plus anciens et des inédits, Groulx explique dans la préface qu'il l'a écrit « en songeant quelque peu à mes compatriotes, les jeunes Canadiens français », « tout en respectant l'objectivité historique ». Ce sont des exploits et prouesses des ancêtres, motivés politiquement et économiquement, certes, mais stimulés par la nature du continent et une « volonté de faire plus grand qu'eux-mêmes » qui pourront donner à la jeunesse des exemples d'héroïsme et « le goût des grands et beaux risques [11] ». On aurait tort d'imaginer que Groulx se limitât au régime français pour trouver de telles inspirations historiques : dès son premier ouvrage d'histoire, *Nos luttes constitutionnelles*, en 1915, il mettait en valeur des luttes réussies pour la défense de leurs droits sous le régime anglais.

Aussi poursuit-il dans cette voie avec une nouvelle monographie, *Le Canada français. Une autre grande aventure*, publié en 1962. Dans cette étude, Groulx met en lumière l'étendue et la portée des actions d'apostolat des missionnaires canadiens-français en Amérique du Nord et partout dans le monde après la Conquête britannique. Dans un contexte où la ferveur religieuse des Québécois amorce un déclin certain, l'étude, solide, aura moins d'influence qu'il ne l'aurait espéré.

La Révolution tranquille

On aurait cependant tort de croire que Groulx ne fit que réagir négativement à la Révolution tranquille. Au contraire, sur le plan politique, Groulx y reconnaît un sursaut national qu'il n'osait presque plus espérer. Échaudé par les échecs de l'ALN et du Bloc populaire, Groulx craignait que les efforts des nationalistes réformistes des années 1920 et 1930, mis de l'avant dans *L'Action française* et *L'Action nationale*, ne fussent en vain. Lui-même semble avoir pris ses distances d'avec la politique partisane après la disparition du Bloc.



En 1959, lorsque Raymond Barbeau, fondateur de l'Alliance laurentienne, le premier mouvement indépendantiste de l'après-guerre, sollicite ses commentaires, Groulx se montre très prudent. Barbeau, dans *J'ai choisi l'indépendance* (1961), expliquera tout ce qu'il doit à *Notre avenir politique* dirigé par Groulx et publié en 1922. Mais dans sa correspondance, Groulx se montre plus hésitant qu'à cette époque, quant à la capacité des Canadiens français d'obtenir leur indépendance : il estime qu'il faut se lancer dans un programme réfléchi de formation de cadres qui, dans une génération, seraient en mesure d'en assurer le succès et de reprendre certaines responsabilités présentement entre des mains anglo-saxonnes.

Une fois que l'équipe du tonnerre lance son train de réformes, cependant, Groulx est ragaillard. Il voit dans l'ensemble des réformes, comme la nationalisation de l'hydro-électricité, le renforcement de l'autonomie financière de l'État, l'affirmation nationale d'un « État du Québec », le développement de l'éducation et la défense du français, etc., une sorte d'aboutissement de tous les efforts intellectuels des nationalistes de l'entre-deux-guerres et des années 1940, de *L'Action française* et de *L'Action nationale*. En particulier, la campagne électorale de 1962 et le slogan des libéraux, « Maîtres chez nous », lui donnent ce sentiment.

Georges-Émile Lapalme, chef en second du parti libéral depuis 1958, est responsable du programme ambitieux de réformes du PLQ. Plus tard, dans ses mémoires, Lapalme dira clairement toute l'influence qu'auront eues sur sa pensée les écrits de Groulx et de *L'Action française* : la publication de *Notre avenir politique* par *L'Action française* avait été pour lui, collégien à l'époque, une véritable révélation.

Groulx n'avait pas du tout prévu que les libéraux puissent être les agents de ce renouveau national volontariste à Québec. Pourtant, nombre de nationalistes de son entourage se sont joints à l'équipe au pouvoir : Pierre Laporte, Jean-Marc Léger, Guy Frégault... Léger prononcera une des nombreuses marques de reconnaissance de l'influence de Groulx sur cet élan de renouveau national :

Il n'est certes pas excessif de dire que le chanoine Groulx a exercé pendant ce demi-siècle une influence de tout premier plan sur l'évolution du Québec, beaucoup plus



grande parce que plus profonde que celle de la plupart des hommes politiques, et que le nouvel élan du Québec lui est dû pour une très grande part. [12]

René Lévesque, quant à lui, a été exposé de près, lorsqu'étudiant, au nationalisme de l'ALN et au plaidoyer de Philippe Hamel en faveur de la nationalisation de l'hydro-électricité. Ce dernier projet, en particulier, suscite l'enthousiasme du vieux chanoine. André Laurendeau l'interviewe dans *Le Devoir* pour lui demander si les esprits conservateurs ont raison d'y voir une mesure socialiste et condamnable : « Pas de survivance française chez nous sans libération économique ! [13] »

Groulx est particulièrement inspiré par le ministre René Lévesque. Il écrit dans ses *Mémoires* : « Par quelles influences secrètes, le ministre qui symbolisait la reprise de nos ressources naturelles a-t-il été envoyé au ministère de la Famille? [14] », car pour Groulx, la tâche était loin d'être achevée. Il se montrera même enthousiasmé, dès 1964, par le projet de souveraineté-association avant même qu'il ne soit défendu par Lévesque. « Qui n'y voit [...] l'acheminement normal, logique, de toute l'histoire du Canada français? [15] »; or, non seulement faudrait-il obtenir le soutien immédiat de la France, mais ce ne serait peut-être pas suffisant : il faut anticiper l'hostilité du Canada anglais et même des États-Unis. C'est pourquoi la formule des « États associés » est le moyen d'y parvenir, pour obtenir la souveraineté tout en répondant aux craintes du Canada anglais [16].

Si Groulx est enchanté par les réformes nationalistes qui sont mises en œuvre et se réjouit de voir se lever « une aube nouvelle, une libération, [...] un tournant de l'histoire », il est affligé par la sécularisation et le rejet de la foi catholique qu'il constate parmi la jeunesse. Il tente de comprendre le phénomène dans un ouvrage au style inhabituel, pour Groulx, *Chemins de l'avenir*. Il constate combien on assiste à un phénomène international de rejet des traditions, qu'il estime sans précédent et difficile à expliquer. Les passages où il critique les nouvelles valeurs hédonistes et la perte du catholicisme ont le plus retenu l'attention – et suscité une réaction de rejet chez plusieurs lecteurs, mais contribueront aussi à en faire un grand succès de librairie. On s'est moins attardé à la section de l'ouvrage qui se penche sur l'avenir de la nation québécoise et défend la formule des « États associés ».



Une consécration

On le voit, en dépit de son âge, Groulx demeure extrêmement actif : il continue de publier énormément et de participer aux grands débats de l'heure. Il continue de publier dans la *Revue d'histoire de l'Amérique française*, dans *L'Action nationale* et d'autres revues, mais vers 1966, il commence à ralentir le rythme. « La fin est proche. Je la sens », écrit-il dans ses *Mémoires* à la fin de l'hiver 1967 [17]. Il visite l'expo 67 avec son ami Jean Drapeau, et prévoit encore un lancement de livre, en mai 1967. Ses *Mémoires* sont voués à une publication posthume, alors que le recueil *Constantes de vie*, un recueil de conférences de la période entourant la Deuxième Guerre mondiale. Groulx ne se rendra jamais au lancement à Montréal : le matin, en jardinant dans son domaine à Vaudreuil, il est victime d'une crise cardiaque qui l'emporte rapidement. Il avait depuis longtemps revendu sa propriété des Laurentides pour reprendre le terrain sur lequel il avait grandi : Groulx est donc mort dans ce décor qui lui avait été si cher.

Rapidement, les eulogies et les hommages affluent. *Le Devoir* titre le lendemain : « Lionel Groulx est mort. Jour de deuil vendredi » et déclare : « Le Canada français a appris la nouvelle avec consternation. [18] » Plusieurs personnalités contribuent au journal et soulignent l'immense influence qu'il aura exercée sur l'évolution du Québec au XX^e siècle. André Laurendeau : « Pour une part, la Révolution tranquille, ç'a été l'irruption dans le réel des pensées qu'il entretenait et qu'il claironnait depuis plus d'un tiers de siècle ». Il ajoute : « J'ai rencontré peu d'êtres dont l'indépendance d'esprit fut aussi virile », soulignant une des qualités qui l'avaient rendu si inspirant pour plusieurs générations de jeunes. Et de conclure : « Nous l'avons beaucoup aimé [19] ».

Fait exceptionnel, les leaders politiques du Québec s'entendent pour marquer son décès par des funérailles nationales pour reconnaître ses éminentes contributions au développement de la nation. Johnson lui rend hommage en chambre et déclare « Son nationalisme était essentiellement positif. Il procédait de l'amour des siens et non de la haine des autres. » Jean Lesage, dans son discours, souligne aussi le caractère positif de son nationalisme et sa profonde influence, affirmant « son influence m'a profondément marqué » [20]. Le gouvernement de Daniel Johnson décrète même un deuil national. René



Lévesque déclarera plus tard, au moment de dévoiler une plaque commémorative à la maison de Groulx, que Groulx était un « père spirituel du Québec moderne ».

Durant ces années où la Révolution tranquille battait son plein, donc, un grand nombre d'acteurs de la Révolution tranquille voyaient en Groulx une très importante source d'inspiration pour l'élan d'affirmation nationale en cours au Québec. Si depuis cette époque cette association n'apparaît plus évidente à nos contemporains, il est sans doute intéressant de tenter de comprendre pourquoi elle l'était à l'époque, afin de mieux comprendre non seulement le phénomène de la Révolution tranquille, mais l'histoire du Québec au XX^e siècle.



Notes

- [1] Depuis la fin du XIX^e siècle et en particulier le pape Léon XIII (ce qui sera peu après renforcé par Pie X qui deviendra pape en 1903) la philosophie de Saint-Thomas est le fondement officiel de la doctrine et de la théologie catholiques pour contrer le modernisme.
- [2] Cité dans Pierre Hébert, Lionel Groulx et *L'Appel de la race*, Montréal, Fides, 1996, p. 59.
- [3] Voir Claude Gravel, *La féministe en robe noire*, Montréal, Libre expression, 2013.
- [4] Montréal, Imprimerie populaire. Groulx a présenté ce texte sous forme de conférence et publié en brochure ou en article sous différentes moutures en 1930 et 1931 puis dans des recueils.
- [5] Jacques Brassier (pseud. De Groulx), « Pour qu'on vive », *L'Action nationale*, avril 1933, p. 242.
- [6] Jacques Brassier (pseud. De Groulx), article cité, p. 243.
- [7] Cité dans L. Groulx, *Mes Mémoires*, t.3, Montréal, Fides, 1972, p. 340.
- [8] Cité dans L. Groulx, *Mes Mémoires*, t.3, Montréal, Fides, 1972, p. 341.
- [9] Cf. F.-O. Dorais, *L'école historique de Québec*, Montréal, Boréal, 2022.
- [10] A. Laurendeau, « Maurice Duplessis à l'Assemblée nationale : la théorie du roi nègre », *Le Devoir*, 4 juillet 1958.
- [11] Citations : *Notre grande aventure*, Montréal, Bibliothèque québécoise, 1990, p. 26.
- [12] *Le Devoir*, 26 nov. 1965, cité dans Groulx, *Mes Mémoires*, t. IV, p. 356.
- [13] *Le Devoir*, 24 oct. 1962, cité dans Groulx, *Mes Mémoires*, t. IV, p. 323.
- [14] *Op. cit.*, p. 356.
- [15] *Chemins de l'avenir*, 1964, p. 113.
- [16] *Op. cit.*, p. 116.
- [17] Groulx, *Mes Mémoires*, t. IV, p. 351.
- [18] *Le Devoir*, 24 mai 1967, p. 1.
- [19] Citations : *Le Devoir*, 24 mai 1967, p. 4.
- [20] Citations : *Le Devoir*, 24 mai 1967, p. 5.